

Août 2015, volume 2, numéro 8

[Voir ce courriel sur le web](#)

Bonjour à tous,

La période estivale est toujours un peu plus calme du côté de l'évaluation : difficile en effet de débiter un nouveau mandat ou de remettre un rapport quand tout le monde est en vacances! C'est donc le moment idéal pour la réflexion et le perfectionnement professionnel, sans oublier le partage d'expériences entre confrères et consœurs en évaluation. À ce sujet, soulignons quelques conférences et ateliers intéressants en ce mois d'août : l'*International Energy Program Evaluation Conference* qui aura lieu à Long Beach, Californie, du 11 au 13 août 2015, l'atelier intitulé « Quasi-Experimental Design and Analysis » organisé par la Northwestern University d'Evanston, Illinois, du 3 au 14 août 2015, ainsi que la Journée de l'évaluation appelée *Eval-Café* organisée par l'Association camerounaise de l'évaluation du développement, et qui se tiendra le 1er août 2015 à Yaoundé, Cameroun.

Toute l'équipe du CREXE vous souhaite beaucoup de plaisir dans vos lectures évaluatives!

Annie d'Amours, M.A., MAP, et Moktar Lamari, Ph. D., Centre de recherche et d'expertise en évaluation

## Événements

**EUR - Strengthening National Monitoring and Evaluation Capacities and Use: National Evaluation Societies as a Driving Force**

Du 19 au 31 octobre 2015, l'Institut de Politique et gestion du développement (Université d'Anvers) organise son premier programme de formation sur les sociétés d'évaluation nationale. Ce programme de formation vise à réunir les principaux experts en évaluation (membres des Sociétés nationales d'évaluation) dans les pays en développement. Il permettra à ces experts de devenir des forces motrices dans le renforcement et l'utilisation de leurs systèmes nationaux de surveillance et d'évaluation.

---

### **INT - Conférence économique africaine 2015 : « Lutter contre la pauvreté et l'inégalité dans le Programme de développement post-2015 »**

Organisée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Conférence économique africaine 2015 se déroulera du 2 au 4 novembre 2015, à Kinshasa, en République démocratique du Congo. Elle évaluera l'impact des stratégies actuelles de croissance inclusive en présentant les travaux empiriques les plus récents sur la pauvreté, l'inégalité et le développement humain en Afrique. Elle offrira également une réflexion critique sur la manière dont les décideurs politiques, les partenaires au développement, le secteur privé, les organisations de la société civile et le milieu académique pourraient soutenir la planification et la mise en œuvre du Programme de développement post-2015.

---

## Publications en français

### **EUR – La responsabilité sociétale des entreprises, une opportunité pour un développement durable de l'Afrique**

PROPARCO annonce la sortie de son nouveau numéro de la revue Secteur Privé & Développement. Les initiatives en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) se multiplient en Afrique et sont porteuses d'opportunités pour le développement. Dans quelles conditions cette dynamique peut-elle prospérer ? C'est la question à laquelle ce numéro s'attache à répondre en donnant la voix à une diversité d'acteurs engagés en faveur de la RSE sur le continent africain.

---

### **EUR - 5 pistes d'action pour mieux financer le développement**

La Conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement, tenue du 13 au 16 juillet 2015, inaugure un cycle exceptionnel de grandes conférences internationales qui ont le pouvoir d'induire des changements de grande ampleur dans notre façon de gérer la planète et d'en faire durablement un lieu habitable pour tous les humains. Explorer de nouvelles pistes de financement était l'objectif de cette conférence. Pour alimenter la réflexion, Jean-Luc Perron, vice-président de Convergences et DG de la Fondation Grameen Crédit Agricole propose ici 5 pistes d'action.

---

### **INT - Appel à une industrialisation durable et inclusive domine la**

## **Conférence sur le financement du développement**

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon déclare qu'il faut agir de manière équilibrée et intégrée pour réaliser le développement industriel durable et inclusif. Prenant la parole lors du troisième forum pour le développement industriel durable et inclusif, à Addis-Abeba en Éthiopie, il a déclaré que les partenariats sont les moyens pour atteindre les objectifs de développement durable et d'un développement industriel inclusif. Il appelle à des partenariats mondiaux meilleurs et plus solides entre les différents acteurs ainsi qu'entre les secteurs public et privé. Il a souligné que nous devons résoudre ensemble les problèmes que nous rencontrons.

## **EUR - Lancement de la version française de la trousse de renforcement des VOPEs**

Le lancement de la version française de la trousse de renforcement des VOPEs (Organisation de volontaires pour l'évaluation professionnelle) développée par Eval Partners a été fait le 2 juillet 2015. Cette trousse vise à soutenir l'émergence et le développement des VOPEs ainsi que la réalisation de leur mission. Qu'elles soient émergentes ou déjà établies, celles-ci peuvent trouver au sein de la trousse, de multiples sources d'inspiration puisées dans les pratiques et les expériences cumulées par de multiples VOPEs oeuvrant aux quatre coins de la planète.

## **Publications en anglais**

### **US - The Marketplace of Ideas for Policy Change - Who do developing world leaders listen to and why?**

Ce rapport d'Aid Data examine l'influence de plus de 100 évaluations externes de la performance gouvernementale ( à l'aide d'étalonnage international et de diagnostics précis de pays et des programmes d'aide conditionnelle ) sur le processus d'élaboration des politiques des pays à faible et moyen revenu. Les participants à l'enquête ont identifié les sources précises d'analyse et de conseils externes qui ont été utilisées par les décideurs clés des gouvernements entre 2004 et 2013 et les raisons de cette utilisation. Les répondants au sondage ont également fourni des informations détaillées sur les processus de réforme au sein de leurs propres pays.

### **INT - How to manage gender-responsive evaluation**

ONU Femmes vient de publier ce manuel dont l'auditoire visé est le personnel d'ONU Femmes qui gère des évaluations ou participe aux processus d'évaluation. Toutefois, le manuel peut être utile aux évaluateurs du développement de partout qui travaillent sur l'égalité entre les sexes, l'émancipation des femmes et les droits de l'homme. Le manuel fournit orientations, conseils et outils pour chaque étape du processus d'évaluation : planification, préparation, conduite, élaboration des rapports, utilisation de l'évaluation et suivis. Cette ressource s'ajoute au nombre croissant de celles existantes sur l'évaluation centrée sur la question de l'égalité entre les sexes.

### **INT - Building impact over time: experiences from Zimbabwe**

Générer de l'impact prend du temps. Et ceci est particulièrement vrai lorsque la recherche défie la sagesse conventionnelle et des intérêts bien établis. Telle est la leçon d'une recherche menée par The Economic and Social Research Council (ESRC) au Zimbabwe au cours des 15 dernières années, à travers laquelle des données ont été recueillies sur l'évolution des moyens de subsistance suivant une réforme agraire qui a eu lieu dans plusieurs régions du pays. Peu à peu, les données accumulées remettent en question le récit maintes fois répété que la réforme agraire du Zimbabwe en 2000 a été un désastre absolu. Au lieu de cela, une image plus complexe émerge: des succès considérables, en particulier chez les petits agriculteurs, et quelques échecs, peut-être surtout sur les fermes de plus grande envergure.

### **INT - The Politics of Aid Allocation: New Evidence from Zambia**

Alors que le débat se poursuit quant à savoir si l'aide financière est un moyen efficace pour améliorer les résultats de développement, la politisation de l'aide est un facteur qui, selon certains chercheurs, rend plus difficile l'aide aux endroits où il y a le plus de besoins. Dans ce billet, l'auteur analyse la distribution basée sur des motifs politiques des projets de développement de manière géographique. L'étude discutée dans le billet tentait de déterminer si et comment la politique peut influencer la distribution de l'aide internationale en testant si les dirigeants qui font face à des élections ont tendance à planifier des projets dans des domaines pour gagner des voix - en particulier les zones où ils ne disposent pas de bastions.

## **Initiatives institutionnelles, innovation, pratiques émergentes**

### **CAN - Qu'est-ce que l'évaluation: faites-nous part de votre opinion**

Le Comité Communications et marketing et le Conseil d'administration de la Société canadienne d'évaluation (SCÉ) s'affairent à rédiger un nouveau message expliquant qui ils sont et ce qu'ils font dans le domaine de l'évaluation en vue de finaliser le nouveau plan stratégique 2015-2018 et de préparer le nouveau plan de communication de la société. Ce communiqué fait appel aux intervenants du milieu pour savoir ce qu'ils pensent de cette définition pratique de l'évaluation :

« L'évaluation est l'appréciation systématique de la conception, de la mise en œuvre ou des résultats d'une initiative pour des fins d'apprentissage ou de prise de décision ». (SCÉ, 2015) Ceux-ci doivent faire parvenir leur réponse au plus tard le 15 août 2015.

### **INT - Activité antérieure – Faciliter la croissance en Afrique tout en atténuant la pauvreté**

Lorsqu'un pays en développement s'enrichit, il devrait en être de même pour ses habitants. La croissance économique ne mène toutefois pas toujours à une

augmentation du nombre d'emplois disponibles ou à un accroissement des revenus pour les pauvres. En fait, un grand nombre de pays en développement connaissent une croissance qui ne profite pas à leurs citoyens les plus vulnérables. Par conséquent, quelles politiques doivent être mises en place pour faire en sorte que la croissance économique permette à tous d'avoir un emploi et de prospérer ? En avril, plus de 160 participants se sont réunis à Nairobi, au Kenya, afin de discuter de cette question et d'autres enjeux lors du forum annuel de 2015 sur les politiques du réseau Partenariat en politiques économiques (PEP), dont le thème de cette année était : Faciliter la croissance en Afrique tout en atténuant la pauvreté.

---

### **INT - Le GTGEAP de l'ADEA a animé sa toute première formation sur l'élaboration de notes de politique**

En avril 2015, le Groupe de travail de l'ADEA sur la Gestion de l'éducation et l'appui aux politiques (GTGEAP) a animé sa toute première formation sur l'élaboration de notes de politique. Cette séance a été organisée au Secrétariat de Harare du 20 au 24 avril. La méthodologie de la formation a comporté le contenu transmis par les animateurs, les questions et les réponses, des discussions, un travail de groupe et des devoirs. Citons parmi les principaux domaines enseignés : l'utilisation des médias sociaux, les règles de la grammaire anglaise et la rédaction persuasive. L'utilisation des TIC a été généralisée, et l'un des principaux produits à livrer, à l'issue de l'atelier de formation, par les groupes formés autour un domaine d'apprentissage particulier était une note de politique de haut niveau.

---

### **INT - Zimbabwe : faire le point sur les progrès en Gestion axée sur les résultats de développement**

Une réunion importante se tenait le 17 juillet 2015 à Harare, au Zimbabwe, pour passer en revue l'impact des trois initiatives de gestion axée sur les résultats de développement, 100 jours après qu'elles ont été lancées. Ainsi, le Zimbabwe s'impose comme le deuxième pays – après Madagascar – à achever avec succès l'implémentation de sa feuille de route sur l'initiative de l'Afrique pour les résultats (dite par acronyme en anglais Afrik4R). Pleinement engagé dans cette initiative, le Zimbabwe travaille depuis 2013 en liens étroits avec la Communauté africaine de pratiques (AfCoP), aux fins d'imposer la gestion axée sur les résultats de développement comme le processus central de l'élaboration de la politique fondée sur des données probantes et de la création des structures d'exécution plus efficaces et responsables.

---

### **INT - Renforcement des relations entre les ENA de France et du Sénégal par la signature d'un accord de partenariat**

Le 3 juillet 2015, l'École nationale d'administration (ENA) en France a accueilli M. Cheikh Awa Balla Fall, Directeur général de l'ENA du Sénégal pour la signature d'une convention de partenariat bilatérale. Cette dernière est destinée à permettre un développement des actions de coopération entre les deux écoles. Ce nouvel accord a notamment vocation d'appuyer l'organisation et la mise en œuvre de formations de cadres en matière de gouvernance et de gestion publique, de visite d'études, d'échange d'expertise et de projets de recherche. Cette cérémonie de signature a aussi permis aux délégations d'échanger sur les modalités des examens d'entrée à l'ENA, d'évoquer les questions de parité au sein des

promotions et plus généralement dans les administrations publiques.

## **INT - La CEA, l'Allemagne et la Banque mondiale lancent un nouveau réseau d'excellence sur la gouvernance foncière**

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le Ministère allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et la Banque mondiale ont signé une déclaration d'intention de lancer un nouveau réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique (NELGA) pour de meilleurs droits fonciers dans le continent. NELGA complètera et appuiera le travail de l'Initiative sur les politiques foncières (LPI) qui est un partenariat tripartite de la Commission de l'Union africaine (CUA), la Banque africaine de développement (BAD) et la CEA. Ledit Réseau d'excellence fonctionnera comme un réseau parmi les principales institutions académiques et de recherche africaines et assurera la liaison avec la société civile, le secteur privé, les praticiens du secteur foncier et les décideurs pour combler les lacunes dans la formation, les statistiques et la recherche en matière de gouvernance foncière.

### **Fondateur et directeur scientifique**

**MOKTAR LAMARI**, Ph. D., est professeur agrégé à l'École nationale d'administration publique. Il a assumé la direction du Centre de recherche et d'expertise en évaluation de 2010 à 2015. M. Lamari est également le fondateur et le directeur scientifique du *BREXEAID* : [moktar.lamari@enap.ca](mailto:moktar.lamari@enap.ca)

### **Rédactrice en chef**

**ANNIE D'AMOURS**, M.A., MAP, est évaluatrice de programmes au Centre de recherche et d'expertise en évaluation et rédactrice en chef du *BREXEAID*. En 2013, elle a participé au Programme international de formation en évaluation du développement : [annie.damours@enap.ca](mailto:annie.damours@enap.ca)



Facebook



Site web

Copyright © 2015 MOKTAR LAMARI, CREXE,  
Tous droits réservés.